

Jean Greindl

Mon mari, le baron Jean Greindl, désireux de venir en aide à un camarade de son frère qui voulait s'engager dans la R.A.F. fut mis en rapport au début de l'année 1941 avec une organisation qui avait pour but de rapatrier en Angleterre les soldats anglais restés dans les Flandres après la retraite de Dunkerque. Plus tard, cette organisation fondée par une jeune fille belge de 28 ans, se chargera de rapatrier les aviateurs alliés tombés en pays occupés par les Allemands. Il resta en contact avec cette organisation jusqu'au 6 mai 1942, date à laquelle on lui demanda de prendre en Belgique la direction de ce service à la suite de l'arrestation de ses principaux chefs. La tâche était difficile et dangereuse, mais il s'y mit de tout son coeur et réussit à renouer le fil entre les services de repêchage de l'intérieur et la suite de la ligne établie à Paris.

Il fut aidé par une jeune fille remarquable, Peggy van Lier, devenue depuis Mrs Langley, et par Jean Ingels un des fondateurs de la ligne, fusillé le 20 octobre 1943.

cette ligne s'appelait la ligne Dédé, du nom de sa fondatrice; elle était desservie presque uniquement par des Belges, depuis ici jusqu'à Bilbao. Elle fonctionna durant toute la guerre, malgré de nombreux accidents et sauva plus de 300 membres d'équipages alliés tombés en pays occupés.

Lorsque mon mari débuta comme chef responsable de l'organisation en Belgique, il se heurta à de grosses difficultés; il fallait non seulement retrouver les aviateurs cachés, mais les amener à Bruxelles, les abriter chez des gens sûrs, les pourvoir de vêtements civils, les nourrir, fabriquer de faux passeports et de fausses cartes d'identité, trouver des guides assez habiles pour les faire franchir la frontière et les mener à Paris.

Il y réussit avec l'aide fournie par des membres de l'ancienne organisation et l'appoint de nouveaux venus plein d'ardeur.

Je citerai ici les noms de ces principaux guides: Comte Georges d'Oultremont, comte Edouard d'Oultremont, Chevalier Eric de Menten de Hornes, Monsieur Victor Michiels. Ces jeunes gens devaient conduire les aviateurs de Bruxelles à Paris, chose peu commode, car à la frontière, non seulement les papiers étaient examinés de près, mais souvent encore, les voyageurs étaient

interrogés sur le but de leur voyage. Il fallait l'adresse et l'esprit du guide pour tirer d'un mauvais pas les jeunes aviateurs ignorant le français. Souvent, heureusement, les Allemands ne le connaissaient pas très bien non plus. Il leur arriva un jour d'interroger pendant une 1/2 heure un de ces malheureux; ne sachant comment s'en tirer, il eut la présence d'esprit de jouer à l'idiot. Les Allemands le prirent pour un fou et trouvant les papiers en règle, le laissèrent partir.

Jusqu'au 16 novembre 1942, tout marche à merveille et je pense que le nombre d'aviateurs rapatriés depuis le 6 mai devait dépasser le chiffre de 50. Les Allemands étaient furieux et cherchaient par tous les moyens de s'emparer de ceux qui favorisaient l'évasion des Alliés. Ils eurent l'idée d'envoyer dans la province de Namur deux faux Américains parlant parfaitement l'anglais et munis de tout ce que porte sur lui un aviateur normal. La ruse réussit malheureusement. Ils furent fêtés et reçus à bras ouverts par tous ceux qui avaient l'habitude d'héberger leurs semblables et qui cette fois-ci payèrent de leur vie ou de leur liberté l'hospitalité qu'ils leur avaient fournie.

Le guide qui menait les aviateurs à Bruxelles et devait les laisser à l'entrée de St Joseph où avait lieu un interrogatoire approfondi pour vérifier l'identité de chacun, ne voyant pas arriver cette fois-là la personne chargée de faire l'enquête (cette dernière par erreur n'avait pas été avertie à temps) les conduisit directement chez les personnes qui devaient les loger.

La jeune Elsie Maréchal, chez qui ils étaient arrivés, vint immédiatement prévenir mon mari. Elle était un peu inquiète car ils étaient, paraît-il, à moitié ivres. Elle apportait également leur signature que mon mari avait coutume de demander. A l'aspect de leur écriture, (ils avaient formé le "d" à la façon allemande) mon mari eut un soupçon et conseilla à la jeune fille de quitter au plus vite sa maison avec ses parents, sans éveiller l'attention des espions.

Lorsqu'elle fut de retour chez elle, elle trouva son père et sa mère déjà arrêtés; elle le fut également.

Le lendemain, 19 novembre 1942, ne les voyant pas revenir, mon mari demanda à Victor Michiels d'aller s'informer dans leur quartier de ce qui avait pu se passer. Il fallait à tout prix savoir ce qui était arrivé afin d'éviter que d'autres ne se fassent prendre au piège.

Victor Michiels partit donc en reconnaissance; il voulut, je pense, à la faveur de l'obscurité, s'approcher de la maison des Maréchal, mais un policier allemand qui montait la garde l'arrêta; le jeune homme essaya de s'enfuir et reçut une balle dans le dos. Il mourut quelques instants après.

Cette mort attrista profondément mon mari, car l'esprit d'équipe et l'affection mutuelle régnait au plus haut point parmi les membres de la ligne.

Cet accident qui justifia pleinement les doutes que mon mari avait sur l'identité de ces soi-disant Américains fut le début d'une période difficile. La ligne était dépistée, la tête très menacée, la plupart de ses membres brûlés. Les Allemands employant la torture pour faire parler leurs prisonniers, la seule chose à faire raisonnablement était de disparaître.

Georges d'Oultremont, Edouard d'Oultremont et Peggy van Lier durent partir pour Londres. Mon mari aurait dû les accompagner, s'il avait eu un successeur pour reprendre l'affaire en mains, mais ce dernier, choisi depuis plusieurs mois, ne put ou ne voulut le faire à ce moment-là. Mon mari, se sentant responsable de la ligne refusa de partir malgré les conseils de ses amis. Il resta encore avec Eric de Menten comme guide et Jean Ingels comme conseiller; son frère Albert Greindl, qui depuis les débuts avait partagé ses risques, resta aussi. L'imprimeur des faux papiers, Xavier van Lidth de Jeude continua son travail.

Je dois encore citer comme collaborateurs de mon mari, le Commandant Gaston Bidoul, Monsieur Robert Roberts Jones, Madame Eeckelaers, Monsieur Naus, le Baron Jacques Donny, Mademoiselle Poswick qui l'aidèrent de différentes façons.

Pendant le mois de décembre 1942, la rareté des raids fit qu'il y eut peu de travail en dehors de la remise en marche du service. Mon mari avait dû quitter la maison et se cachait à Bruxelles tout en restant en contact avec la Ligne.

Les Allemands devenaient de plus en plus sévères dans leurs représailles. Le 10 janvier 1943, mon mari partit pour Paris afin de conférer avec les membres du sud de la Ligne. Il trouvait qu'en conscience, il ne pouvait pas engager de nouveaux aides qui risqueraient leur vie, sans savoir si leur sacrifice était suffisamment utile à la cause alliée. Eric de Menten et Jean Ingels l'accompagnaient.

A Paris, la réponse de Dédé, fondatrice de la Ligne et son

chef dans le sud fut: "Les Anglais nous demandent de tout réorganiser pour le mois de mars et de repêcher non seulement les équipages tombés en Belgique, mais encore ceux qui sont cachés en Hollande et en Rhénanie et qui pourraient encore y tomber dans l'avenir.

Mon mari revint donc chargé de cette lourde mission. Pour un homme recherché depuis deux mois par la Gestapo, c'était vraiment une mission périlleuse. Je ne sais si le sud de la Ligne s'en rendit bien compte. Lui en tous cas était parfaitement conscient du danger et il me dit plus d'une fois: "il serait temps que la guerre finisse, sinon cela tournera mal pour moi." Lorsque je lui conseillais de se mettre à l'abri, lui faisant remarquer qu'il avait suffisamment accompli son devoir, il me répondait invariablement: "Je ne le puis pas, ces gens-là comptent sur moi".

En effet, les aviateurs avaient l'ordre de se cacher, ceux qui les hébergeaient risquaient leur vie, il fallait que la Ligne continue à fonctionner et mon mari ne pouvait partir avant d'avoir trouvé un remplaçant capable et sûr.

Dans la nuit du 14 au 15 janvier 1943, on lui envoya de Londres 2 parachutistes. L'un était un émetteur de radio, l'autre connaissait parfaitement la Hollande et était chargé d'y organiser un service de repêchage. Ils vinrent trouver mon mari et se mirent à sa disposition. Vers ce moment-là également, il fit la connaissance d'un officier belge, Ghislain Neybergh, homme sûr et courageux qui accepta de remplir le rôle de guide afin d'aider Eric de Menten dans sa tâche. D'autres collaborateurs lui arrivèrent et mon mari se réjouissait de voir tant de bonnes volontés. La ligne allait reprendre son essor et lui-même pourrait bientôt donner la place à un nouveau chef.

Mais le 6 février 1943 à midi, trois agents de la police secrète allemande firent irruption dans le bureau de la Cantine suédoise dont mon mari s'occupait, et l'arrêtèrent ainsi que Gaston Bidoul et Jean Naus qui s'y trouvaient avec lui. Peu après, Ghislain Neybergh, et Madame Vuillemin qui arrivaient pour lui parler furent pris au piège également.

Mon mari était porteur du courrier clandestin qui devait partir le lendemain pour Paris. Les allemands s'en emparèrent. En mettant la main sur lui, ils dirent: "Cette fois-ci, Nemo, nous vous tenons." (Nemo était son nom de guerre.) Par la suite, ils nous avouèrent qu'ils avaient dû doubler leur police pour

arriver à le prendre. Je crois malgré tout que mon mari fut également victime de la trahison, non pas de la part de ses anciens collaborateurs mis en prison, qui subirent de mauvais traitements, sans jamais le dénoncer, mais peut-être de la part de personnes sans scrupules, mises imprudemment au courant de son activité. N'ayant aucune preuve à ce sujet, je ne puis, rien certifier.

Moi-même je fus arrêtée ce jour-là à mon domicile et amenée à Saint Gilles où je passai 17 jours. J'avais un petit garçon âgé de 7 semaines; je pense que par égard pour cette circonstance et grâce aux multiples démarches entreprises pour me délivrer, ils me libérèrent assez rapidement après un interrogatoire assez sommaire.

Mon mari fut pendant plusieurs jours l'objet de leur cruauté. Ils l'interrogèrent des nuits entières et le rouèrent de coups selon leurs coutumes. Jusqu'au 11 février, ils l'internèrent à St Gilles, puis ils le transférèrent les yeux bandés dans la caserne de la gendarmerie dont une partie des locaux étaient affectés à leur artillerie. Ils l'enfermèrent dans une cellule au-dessus des écuries; la fenêtre, complètement fermée par un épais volet de bois, ne s'ouvrait que par le dessus pour laisser passer un peu de lumière. Il y resta 7 mois, sans jamais sortir, même pour une promenade de 5 minutes dans la cour. Sa santé s'altéra à ce régime mais il ne s'en plaignait jamais.

Il était absolument contraire au droit international de mettre un prisonnier politique dans une caserne affectée à leurs soldats, aussi les Allemands eurent-ils bien soin de nous cacher l'endroit de son incarcération. Après deux mois de recherche, nous finîmes par le deviner, mais sans jamais connaître l'endroit exact de sa détention. Nous n'osions d'ailleurs rien dire, de crainte qu'on le mette dans un endroit pire.

Les interrogatoires se poursuivirent pendant 8 semaines. Même la Gestapo de Hollande vint faire une enquête et le questionner à fond. J'ignore tout de ce qui fut dit mais par après, je pus deviner par les conversations tenues devant moi par les policiers, que mon mari réussit à ne jamais compromettre le sud de la Ligne et qu'il chercha par tous les moyens à couvrir le plus possible ceux qui avaient été arrêtés avec lui, comme son rôle de chef l'y obligeait. Le 29 avril 1943, il comparut devant le tribunal de la Lutwaffe siégeant 12 Bd du

Régent et fut condamné à mort avec beaucoup d'autres.

Nous fîmes tout ce qui était en notre pouvoir pour obtenir le changement de cette affreuse sentence en une peine moins cruelle.

Mon beau-père étant le cousin du Maréchal Mannerheim, président de la Finlande, intervint auprès de lui pour le supplier d'agir, ce qu'il fit d'ailleurs d'une façon très efficace, car il obtint que l'exécution qui devait avoir lieu le 9 juin, fut remise à plus tard et le dossier de mon mari envoyé à Hitler pour être examiné.

Le Général von Lettow qui pendant la guerre de 14-18 commandait les troupes de l'Est-Africain allemand et se rendit après l'armistice à mon beau-père qui commandait les troupes coloniales d'Ujiji-Kigomal, fit une démarche en sa faveur ainsi que Monsieur von Pappen, le nonce de Berlin, le Général Franco. Différentes autres personnalités s'intéressèrent également au sort de mon mari et firent tout pour le sauver.

Tout cela fit retarder l'exécution et peut-être aussi le désir qu'avaient les Allemands de confronter mon mari avec les différents membres de l'organisation qui furent arrêtés dans la suite.

Son dossier était à l'étude, mais sans grande chance de succès, aux dire du Maréchal Goering, lorsque le 7 septembre 1943, à 9h et demie du matin, une formation de bombardiers alliés vint bombarder les casernes d'Etterbeek où avait lieu une prise d'armes des rexistes et une inspection militaire. Une bombe tomba juste sur la cellule de mon mari et le tua sur le coup. Trois autres détenus, des voisins proches furent également tués.

Ce n'est qu'au bout de 4 jours et à force d'insistance que mon beau-père et mon frère obtinrent la permission d'assister au déblaiement et d'emporter le corps de mon mari que l'on découvrit sous 2 mètres de décombres, le visage serein et calme, aussi courageux devant la mort qu'il le fut durant la vie.

Sa mort affligea profondément ses amis et collaborateurs détenus à St Gilles. La plupart d'entre eux étaient comme lui condamnés à mort, mais n'avaient pas été exécutés, probablement parce que mon mari était considéré comme le chef de la bande, son dossier couvrait le leur.

Peut-être est-ce sa mort qui entraîna la leur, car les dossiers revinrent de Berlin après le 7 septembre avec la

mention "grâce refusée". Ils furent fusillés à l'aube du 20 octobre et moururent héroïquement.

Voici une copie d'un avis publié par l'autorité allemande dans un Journal de décembre 1943:

Condamnations à mort:

Les citoyens belges Eric de Menten de Hornes, Jean Ingels, Emile Delbruyère, Albert Marchal, Henri Rasquin, Ghislain Neybergh, Gaston Bidoul, Robert Roberts Jones, Georges Maréchal ainsi que les ressortissants français Edouard Verpraet et Antoine Renaud ont été condamnés à mort par le tribunal de guerre pour activité en faveur de l'ennemi.

Le jugement a été exécuté par fusillade.

Une partie des condamnés, agissant comme membres d'une organisation constituée à cet effet, les autres n'ayant aucun rapport avec elle ont soustrait des aviateurs ennemis abattus, à l'arrestation de la part de l'autorité occupante, les ont pourvus de vêtements civils, hébergés et ont aidés leur fuite d'une façon quelconque.

Dans cet ordre d'idée, il y a lieu de souligner à nouveau que les tribunaux militaires appliqueront impitoyablement à l'avenir, également en cas d'appui donné à des membres d'armées ennemies, les peines les plus sévères prévues par la loi. En conséquence, quiconque omet de signaler les membres d'armées ennemies au poste allemand le plus proche, doit se rendre compte des conséquences de son acte et ne peut compter sur aucune indulgence de la part des tribunaux.

N.B: Le même avis se trouve dans le "Nouveau Journal" du 7 décembre 1943

(s) Baronne Jean Greindl
Château de Bois-Seigneur-Isaac

Le 8 décembre 1944